

Journal des guerres de l' Otan

Géopolitique et stratégie

N° 81 du 15.01.11

Par **C.De Broeder & M.Lemaire**

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire..

: 1 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

1-1 Manlio Dinucci et Tommaso Di Francesco : Etats baltes et Pologne, plans de guerre secrets.

1-2 Femmes de la Serbie contre l'Otan.

2 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

2-1 Bhadrakumar : Moscou intervient pour contrer l'Otan.

3 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Luc Rosenzweig : Des cadavres dans les placards albanais ?

2-2 Manlio Dinucci : Escalade high-tech en Afghanistan.

3-3 Manlio Dinucci : Le Merry Christmas du Pentagone.

1 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

1-1 Manlio Dinucci et Tommaso Di Francesco : Etats baltes et Pologne, plans de guerre secrets.

Neuf divisions prêtes contre la Russie

Les câblogrammes de l'ambassade états-unienne à l'OTAN à Bruxelles, filtrés à travers Wikileaks, ont un contenu explosif. Ils révèlent, par des voix officielles, ce que nous écrivons depuis longtemps sur les raisons et les conséquences de l'élargissement de l'OTAN à l'est.

Le 20 janvier dernier, le Commandant suprême allié en Europe, l'amiral états-unien James Stavridis, a proposé d'étendre le plan « Eagle Guardian », conçu pour la « défense » de la Pologne, aux trois républiques baltes d'Estonie, Lettonie et Lituanie, qui faisaient autrefois partie de l'URSS. Le Comité militaire de l'OTAN a approuvé la proposition le 22 janvier « sous procédure de silence ». Ont ainsi été choisies 9 divisions -états-uniennes, britanniques, allemandes et polonaises- pour se préparer à des « opérations de combat en cas d'agression armée ». On ne spécifie pas de la part de qui, mais la référence à la Russie est évidente. Les premières manœuvres se dérouleront l'an prochain en Baltique où ont déjà été choisis les ports polonais et allemands qui accueilleront les navires de guerre et les forces de débarquement états-uniens et britanniques. En même temps, les USA se sont offerts pour « renforcer la sécurité polonaise » contre la Russie, en déployant des forces navales spéciales dans les ports baltiques de Gdansk et Gdynia, et des escadrilles de chasseurs-bombardiers F-16 dans les bases aéronautiques polonaises.

Ce plan, spécifie-t-on dans les câblogrammes, a été fortement voulu par l'Allemagne et bien accueilli par les gouvernements de Pologne et des républiques baltes : le gouvernement estonien, informé le 16 décembre 2009, l'a défini comme « un cadeau de Noël anticipé ». On souligne que l'extension du plan « Eagle Guardian » constitue le premier pas de l'extension d'autres plans spécifiques, concernant des pays individuels, en plans régionaux pour faire face à « toute la gamme de menaces possibles ». Ici aussi, la référence à la Russie est évidente.

Pour le rendre plus clair encore, l'ambassade états-unienne à Varsovie précise dans un câblogramme que le « bouclier » anti-missiles USA/OTAN, finalisé pour affronter des attaques potentielles de l'Iran ou de la Syrie, peut être adapté pour « neutraliser des missiles provenant d'autres pays ». En attendant, à partir de mai, les USA ont commencé à disposer, par un système de rotation, des missiles Patriot à Morag, dans les environs de l'enclave russe de Kaliningrad entre la Pologne et la Lituanie. En confirmation de cette nécessité, l'ambassade états-unienne à Varsovie souligne que le gouvernement polonais piaffe d'impatience d'avoir sur son propre territoire les missiles états-uniens du « bouclier », insistant pour qu'ils soient intégrés dans le système polonais de défense anti-aérienne. Elle cite à ce propos le conseiller présidentiel Waszczykowski s'adressant à des diplomates états-uniens, en leur disant « combien de temps vous faut-il pour comprendre que rien ne changera avec l'Iran et la Russie ? » : c'est-à-dire qu'à un moment ou à un autre une action militaire sera nécessaire non seulement contre l'Iran mais aussi contre la Russie « qui est en train de tenter de reconquérir sa sphère d'influence ». Le ministère des affaires étrangères russe a déclaré hier être « déconcerté » par les révélations, lesquelles montrent que l'OTAN a rédigé des plans secrets pour défendre l'Europe orientale d'une agression militaire russe. Il rappelle ainsi que le mois dernier, au Conseil OTAN-Russie à Lisbonne, a été adoptée une déclaration où l'on affirme que la sécurité des pays de l'OTAN et celle de la Russie sont interconnectées et que les pays membres du Conseil s'abstiendront de tout usage ou menace d'usage de la force dans leurs relations réciproques. A ce point, on peut s'attendre à ce que les réactions de Moscou - n'ignorant certes pas les préparatifs de guerre- ne soient pas que verbales. Après le Sommet OTAN de Lisbonne, le président Dmitri Medvedev avait déclaré, le 30 novembre : « Ou nous atteignons un accord sur la défense anti-missiles et créons un mécanisme conjoint de coopération, ou commencera une nouvelle course aux armements ». En l'absence de coopération, la Russie est prête à déployer « de nouveaux moyens d'attaque ».

Escarmouches diplomatiques ? Pour certains. Il ne s'agit cependant pas que de batailles diplomatiques. La nouvelle course aux armements ne commencera pas, comme dit Medvedev : elle a déjà commencé. De chaque côté on met au point de nouvelles stratégies, même en Europe. Dans ce cadre, les révélations sur les câblogrammes de l'ambassade états-unienne à Bruxelles et à Varsovie peuvent servir soit à révéler des plans de guerre dans l'intention de les arrêter, soit une accélération de la tension : en minant tout processus de détente en Europe, on crée de nouvelles tensions propres à justifier le renforcement de la présence militaire états-unienne en Europe ; avec, en particulier, la nécessité que les Etats-Unis couvrent leurs alliés européens de leur propre « bouclier » balistique.

Pour comprendre où les puissances sont en train de conduire le monde nous n'avons pas besoin d'autres révélations de Wikileaks. Il suffit de savoir qu'on dépense plus de 3 millions de dollars à la minute en armes, armées et guerres

Manlio Dinucci

Manlio Dinucci est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

[Articles de Manlio Dinucci publiés par Mondialisation.ca](#)

Il manifesto, 8 décembre 2010

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

1-2 Femmes de la Serbie contre l'Otan.

Le mouvement „*Femme créateurs – Conscience de la Serbie*“ a demandé la convocation urgente d'un référendum „rigoureusement contrôlé“ sur l'entrée de la Serbie à l'OTAN au nom des malades de maladies malignes qui sont les conséquences directes des effets de l'uranium appauvri utilisé lors de l'intervention militaire de l'OTAN en territoire de la Serbie centrale et du Kosovo-Métochie en 1999. Un rapport de Jelena Simic. Les patients qui sont victimes des bombardements par l'OTAN ont le plus grand droit moral de lancer une telle initiative, a déclaré la présidente du Mouvement Mila Aleckovic Nikolic qui a rappelé qu'en tant que conséquence des opérations militaires de l'Alliance nord-atlantique en Serbie chaque année étaient enregistrés 30 mille nouveaux cas de maladies malignes, ainsi que trois cas de cancer chez les enfants par semaine. Ce nombre est en hausse progressive d'environ 28%, a-t-elle ajouté en indiquant que dans la région du Kosovo-Métochie, où les actions avec l'uranium appauvri étaient les plus intenses, le nombre de malades a augmenté de 200%. En prenant en considération ces données il serait „scandaleux“ si la Serbie était entraînée à l'OTAN par la volonté d'un petit nombre de particuliers, particulièrement du fait que 85% de ses citoyens sont contre l'entrée à cette organisation, a souligné Aleckovic Nikolic. „*Nous ne souhaitons pas de partenariat avec un débiteur. Le vocabulaire du ministère de la Défense et de son représentant Dragan Sutanovac peu importe à nous. On n'entre pas dans une structure qui vous doit de l'argent car c'est le moins ce que l'on peut dire, car l'OTAN nous doit dans tout sens, moralement, psychologiquement et intellectuellement*“, a-t-elle indiqué. Aleckovic Nikolic a souligné que l'idée du Mouvement sur la compensation du dégât pour tous les malades de cancer en Serbie après les bombardements par l'OTAN avait déjà obtenu le soutien dans toute l'Europe et il est prévu de former une organisation balkanique. Elle s'est référée également aux exemples de l'Italie où les familles des soldats malades qui s'étaient trouvés dans les unités de la Kfor au Kosovo-Métochie avaient obtenu des indemnités énormes pour „*le dégât biologique*“ subi au cours de l'exercice du service.

le 11 janvier 2011

http://glassrbije.org/F/index.php?option=com_content&task=view&id=14283&Itemid=28

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

2-1 Bhadrakumar : Moscou intervient pour contrer l'Otan.

Beaucoup de gens ne doivent pas savoir que la phrase-signature de l'ancien président US Ronald Reagan, « *trust, but verify* » [aie confiance, mais vérifie] est en réalité la traduction d'un proverbe russe - *doveryai, no proveryai*. Vingt ans après le début de l'après-guerre froide, Moscou veut récupérer cette phrase contradictoire du répertoire américain et l'appliquer à la « *réinitialisation* » de ses liens avec les Etats-Unis.

La défaite cinglante que le Président US Barack Obama a connue au Congrès lors des élections de mi-mandat, les révélations de WikiLeaks sur les plans de défense de l'OTAN contre une « *possible agression russe* », l'annonce de la décision américaine de déployer une unité de l'US Air Force à la base aérienne de Lask, en Pologne, le discours belliqueux, la semaine dernière, du Sénateur John McCain, remettant en cause toute la philosophie derrière la remise à l'heure des liens avec la Russie – tout cela a créé un sentiment d'inquiétude à Moscou.

Comme l'on pouvait s'y attendre, le message qui est sorti de la réunion au sommet de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) à Moscou samedi dernier est que Moscou veut que sa propre alliance soit encore renforcée en tant « *qu'élément clé pour assurer la sécurité de l'espace post-soviétique* » et que son image soit rehaussée sur le plan mondial. Les pays de l'OTSC sont : l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

A la suite des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, la Russie, à l'instar de nombreux autres pays, se demande si les profonds espoirs placés dans Obama pour qu'il fasse naître cette « *réinitialisation* » ne sont pas, en fait, essentiellement chimériques. Le discours que John McCain a donné, vendredi dernier, à l'Ecole John Hopkins des Etudes Internationales Avancées signale que cette réinitialisation va très certainement rencontrer une ferme opposition du Congrès, lequel est dominé par les Républicains.

McCain a mis en doute la nécessité même d'une réinitialisation alors que « *la Russie devient de moins en moins capable d'être une grande puissance mondiale partenaire des Etats-Unis* » ; alors que les intérêts américains et russes sont surtout divergents ; alors qu'ils [les Russes] ne partagent aucune de nos valeurs ; alors que le système politique russe, présidé par un « *syndicat dirigeant quasi-criminel* » qui « *vole, par les mensonges, et assaille ses propres citoyens avec une immunité quasi-totale* », est « *peu réceptif et hostile* ».

Citant les désaccords continuels avec la Russie sur la défense anti-missiles en Europe, la supériorité écrasante de la Russie en ce qui concerne les armes nucléaires tactiques et les approches divergentes sur l'ouverture des marchés de l'énergie, McCain a appelé l'administration Obama à être « *plus assurée dans la défense de nos intérêts et de nos valeurs* » et de lier l'admission de la Russie à l'OMC à son adhésion à la séparation constitutionnelle de la justice et du pouvoir.

La fausse bonhomie montrée lors du sommet de l'Otan à Lisbonne, le mois dernier, s'est presque entièrement dissipée. Pendant ce temps, les révélations de WikiLeaks fait planer des doutes sur la sincérité de l'Otan quant à une « *réinitialisation* » avec la Russie. Selon les câbles diplomatiques américains, l'Otan a dressé des plans en janvier dernier pour défendre les Etats Baltes contre une possible agression militaire de la Russie. Et la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton voulait que ces plans soient gardés secrets vis-à-vis de Moscou.

Moscou dit que ces plans ont été approuvés lors du sommet de Lisbonne, alors même que l'alliance a déclaré rechercher un « *nouveau partenariat stratégique* » avec la Russie, basé sur des intérêts de sécurité partagés et la nécessité de répondre à des « *défis communs, identifiés conjointement* ».

Moscou est agacée. Le Ministre des Affaires Etrangères [russe] Sergueï Lavrov a déclaré : « *D'une main, l'OTAN... négociait avec nous des actes importants visant à un partenariat commun, tandis que l'autre main prenait dans notre dos des décisions sur la nécessité de se défendre contre nous... Nous avons posé ces questions et nous espérons obtenir des réponses. Je présume que nous avons le droit de le faire.* »

De même, à la suite des discussions à Washington mercredi dernier entre Obama et le président polonais, Bronislaw Komorowski, en visite, les deux pays ont annoncé un renforcement de leurs liens militaires dans l'esprit de la Déclaration Américano-Polonaise de 2008 sur la Coopération Stratégique, qui inclut la coopération entre les deux armées de l'air et l'installation d'un détachement américain en Pologne.

Le ministère russe des affaires étrangères, liant la décision américano-polonaise aux révélations de WikiLeaks et au déploiement en 2009 de systèmes de défense Patriot en Pologne, a réagi ainsi : « *Le véritable objectif de tout ceci soulève également des questions* ». L'ironie, c'est que Komorowski a accueilli Medvedev à Varsovie juste avant son voyage à Washington. C'était la première visite d'un dirigeant russe en Pologne depuis 10 ans et les médias occidentaux ont claironné que c'était un tournant historique dans la sécurité européenne.

« *Il semble que nous assistons à un vieux réflexe de l'Otan, incité par la recherche du pouvoir au détriment de la sécurité des autres pays – et le plus étrange dans cette histoire est que cela se produit après les résultats positifs du conseil au sommet entre la Russie et l'Otan et les déclarations de cette dernière que la Russie n'est pas considérée comme un adversaire... nous [la Russie] seront obligés de prendre en considération ces plans américano-polonais lorsque nous exécuterons nos propres programmes en vue d'établir des forces armées en collaboration avec nos alliés* », a déclaré Moscou.

Ainsi, samedi, le sommet de l'OTSC à Moscou s'est déroulé dans un environnement politique compliqué. A l'origine, l'ordre du jour était de mettre l'accent sur l'amélioration du mécanisme de réponse de l'alliance aux crises « *afin de renforcer le potentiel de l'OTSC pour répondre aux menaces et aux défis en matière de sécurité* ».

Dit simplement, en juin dernier, l'Ouzbékistan a quasiment empêché l'OTSC d'intervenir dans la crise au Kirghizstan et le sommet officieux de l'alliance à Erevan, en août, avait entériné le fait que des modifications dans les statuts de l'OTSC soient apportées, « *pour améliorer l'efficacité... dans le domaine de l'urgence de la riposte* ». Chose intéressante, Moscou avait réussi à persuader Tachkent d'accepter la révision des statuts de l'OTSC et le président ouzbek, Islam Karimov, a participé à la réunion au sommet de samedi.

Ce sommet a approuvé une déclaration sur la coopération dans l'arène internationale. L'intérêt de Moscou est clairement de renforcer le rôle de l'OTSC au niveau international, pour contrer l'auto-projection de l'Otan, lors de son sommet de Lisbonne, d'unique organisation de sécurité mondiale. Moscou s'est également tourné vers une force collective de maintien de la paix qui pourrait mener des opérations « *hors zone* », sur le modèle suivi par l'Otan en Afghanistan.

Ainsi, les pays membres de l'OTSC ont exprimé la volonté d'accomplir non seulement des tâches de maintien de la paix mais aussi de « *mettre à disposition, sous certaines conditions, ces forces collectives de maintien de la paix pour des opérations conduites sur décision du Conseil de Sécurité des Nations-Unies* ». Le sommet de Moscou a mis l'accent sur la « *coordination de politique étrangère* » entre les pays membres de l'OTSC, similaire au système de l'Otan.

Il est clair que l'OTSC a pris en compte les résultats du sommet de l'Otan à Lisbonne. La participation de l'Ouzbékistan au sommet de samedi renforce la main de Moscou. Un refroidissement distinct est visible dans les relations entre l'Ouzbékistan et les Etats-Unis. Clinton, durant sa visite à Tachkent le 2

décembre, a publiquement tancé le gouvernement ouzbek. Elle a déclaré que l'Ouzbékistan devrait « *mettre les déclarations en pratique* » afin d'améliorer sa situation en matière de droits de l'homme.

S'adressant à un groupe de dirigeants d'ONG à Tachkent, Clinton a déclaré : « *Je lui conseille vivement [à Karimov] de démontrer son engagement à travers un ensemble de mesures, afin de garantir que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont véritablement protégés dans ce pays.* » Clinton a révélé qu'elle avait abordé avec Karimov les questions de restrictions sur la liberté religieuse, de torture et du travail des enfants en Ouzbékistan. « *Nous soulevons ces questions... et nous continuerons de faire de l'amélioration des droits de l'homme en Ouzbékistan une partie intégrante de l'extension de nos relations bilatérales.* »

Washington a des raisons d'être mécontente de Tachkent. Karimov a fait équipe avec la Russie pour étouffer la manœuvre étasunienne de faire de l'OSCE (Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe) la garante de la sécurité en Asie Centrale. Qui plus est, Tachkent critique désormais ouvertement la stratégie de guerre des Etats-Unis en Afghanistan.

Lors du sommet de l'OSCE à Astana, le 1er décembre, (auquel Karimov n'a pas participé) le ministre ouzbek des affaires étrangères, Vladimir Norov, a vilipendé l'OSCE et ses structures pour son « *échec à avoir joué un rôle positif dans la prévention et la neutralisation des événements sanglants* » au Kirghizstan en juin dernier. C'était une mise en accusation de la tentative de Washington de parachuter l'OSCE au Kirghizstan comme un substitut de l'OTSC dans la région.

La critique de Norov à propos de la stratégie d'Obama de montée en puissance [en Afghanistan] fut encore plus directe. « *Il est de plus en plus clair qu'il n'y a aucune solution militaire au problème afghan et que la stratégie de règlement choisie par les forces de la coalition n'apporte pas les résultats escomptés.* »

Norov a réitéré la proposition de Tachkent de trouver des solutions alternatives pour un règlement pacifique en Afghanistan au moyen de pourparlers multilatéraux sous l'égide de l'ONU. « *Le contexte de l'initiative ouzbek est basé sur la reconnaissance que les affaires internes afghanes doivent être résolues par le peuple afghan, avec l'assistance des pays dont les intérêts en matière de sécurité incluent de parvenir à la fin de la guerre et d'encourager la stabilité en Afghanistan* », a-t-il déclaré. Norov a insisté sur le fait que ces pourparlers devaient se tenir avec « *tous les principaux camps ennemis* ».

Bref, voici ce qui ressort du sommet de l'OTSC :

Premièrement, il existe un soupçon tacite et sous-jacent à Moscou sur les intentions de l'Otan. Cette appréhension se traduit par une nouvelle détermination à construire l'OTSC comme une organisation rivale, remettant en cause la tentative de l'Otan de se projeter dans l'espace post-soviétique et sa prétention à être l'unique organisation mondiale de sécurité.

Deuxièmement, les pays d'Asie Centrale sont profondément concernés par la situation qui se détériore en Afghanistan et l'échec de la stratégie de guerre des Etats-Unis. Ils se tournent vers Moscou comme garante de la sécurité régionale. Ceci s'est traduit par l'empressement à étoffer la force de déploiement rapide de l'OTSC et à rationaliser les processus de prise de décision au sein de l'alliance, afin de répondre aux urgences des situations de crise.

Troisièmement, les intentions des Etats-Unis en Afghanistan sont loin d'être transparentes et une présence militaire américaine à durée indéterminée est fort possible. Le tableau reste flou en ce qui concerne la situation exacte sur le terrain, qui se développe à la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan. En effet, les services de renseignements américains ont passé des accords secrets avec les partisans de la lutte armée d'Asie Centrale, qui opèrent à l'extérieur de l'Afghanistan, et il y a une grande méfiance vis-à-vis du projet américain de démocratie dans la région.

Quatrièmement, le sommet de Moscou a porté une grande attention sur les activités de l'OTSC dans le domaine de l'application de la loi, de la sécurité frontalière et de la politique militaire. L'empressement de l'OTSC à jouer un rôle en Afghanistan dans le scénario de l'après 2014 coule de source. Le président afghan, Hamid Karzai, se rend à Moscou la semaine prochaine. L'OTSC se tourne également vers le Pakistan, pour tisser des liens en matière de lutte contre le trafic de drogue.

Enfin, le sommet de Moscou a mis l'accent sur le renforcement du rôle de l'OTSC dans la politique étrangère. Les tentatives des Etats-Unis d'accentuer les différences entre les pays d'Asie Centrale et de jouer le rôle d'un frein diplomatique pour saper le processus d'intégration mené par Moscou dans la région ont été prises en compte. Il devient nécessaire pour les pays membres de l'OTSC de coordonner leurs politiques étrangères, s'ils veulent prendre en main les opérations de maintien de paix dans les points chauds de la planète. L'OTSC se fait l'émule de la culture de l'Otan.

En résumé, la Russie a confiance dans le fait qu'une « réinitialisation » des liens avec l'Otan est nécessaire, mais elle se sent obligée de « vérifier » sa sincérité. Ainsi que Lavrov l'a formulé, « *de sérieuses questions se font jour* » à la suite des tendances contradictoires de la posture de l'Otan envers la Russie. Moscou a décidé de maintenir l'OTSC comme une contre-alliance efficace – juste au cas où l'école de pensée de McCain gagnerait du terrain à Washington..

Par M. K. Bhadrakumar

M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Sovétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie

Asia Times Online, le 13 décembre 2010

Le 8 décembre 2010

article original : "Moscow moves to counter NATO"

http://atimes.com/atimes/Central_Asia/LL14Ag01.html

Traduction : Questions Critiques

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/Russie_OTSC_Otan_Obama_Clinton_John_McCain_131210.htm

3 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Luc Rosenzweig : Des cadavres dans les placards albanais ?

Au printemps 1999, lors d'un point de presse du porte-parole de l'OTAN Jamie Shea à Bruxelles, en pleine campagne de bombardement de la Serbie, ce dernier affirma avec aplomb que les forces serbes avaient rassemblé, à Pristina, des prisonniers de l'UCK dans un hôpital afin de prélever sur eux des organes en vue de transplantations. Cela fit les gros titres de la presse populaire britannique, mais par la suite, lorsque les Casques bleus des Nations Unies et les enquêteurs du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) eurent investi les lieux, rien ne vint confirmer ces accusations." - mais là Kouchner ne s'esclaffait pas en parlant de 'conneries'?

Dick Marty, en dépit de son nom, n'est pas un héros de comic strip américain. Barbu et rondouillard, il représente le canton du Tessin au Conseil des Etats à Berne, l'équivalent helvète de notre Sénat. À ce titre, il est un des délégués la Suisse à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il vient de jeter un assez énorme pavé dans la mare balkanique et européenne en présentant un rapport intitulé : « *Traitements inhumains de personnes et trafic illicites d'organes au Kosovo* ».

Ce rapport, qui doit être examiné fin janvier par cette assemblée siégeant à Strasbourg, est le résultat d'une enquête menée au Kosovo et en Albanie sur le sort de plusieurs centaines de Serbes et de Kosovars accusés de collaboration avec Belgrade au cours de l'été 1999. Ces disparitions ont eu lieu entre juin 1999, quand les troupes serbes, sous la pression des bombardements de l'OTAN se sont retirées de la province et l'arrivée, à Pristina, de la Minuk, l'organisme de l'ONU chargé de mettre en place de nouvelles institutions, sous la direction de notre Bernard Kouchner1.

Ce que révèle ce rapport dépasse l'imagination : ces personnes auraient été transférées en Albanie, par des unités de l'UCK, l'armée de libération du Kosovo dont le chef était à l'époque Hashim Thaci, devenu depuis 2008 Premier ministre du nouvel Etat et chef du parti démocratique du Kosovo (PDK), qui vient de remporter les dernières élections. Ces personnes auraient été ensuite maltraitées, torturées et, comble de l'horreur, liquidées pour que l'on procède sur leur corps à des prélèvements d'organes revendus sur le « marché noir » chirurgical.

Ce n'est pas la première fois que des accusations de ce type sont portées sur les protagonistes de la dernière phase des guerres yougoslaves, qui mit aux prises la Serbie de Milosevic d'un côté, et l'UCK appuyée par les forces de l'OTAN de l'autre.

Au printemps 1999, lors d'un point de presse du porte-parole de l'OTAN Jamie Shea à Bruxelles, en pleine campagne de bombardement de la Serbie, ce dernier affirma avec aplomb que les forces serbes avaient rassemblé, à Pristina, des prisonniers de l'UCK dans un hôpital afin de prélever sur eux des organes en vue de transplantations. Cela fit les gros titres de la presse populaire britannique, mais par la suite, lorsque les Casques bleus des Nations Unies et les enquêteurs du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) eurent investi les lieux, rien ne vint confirmer ces accusations.

Pourtant, la rumeur de tels actes barbares ne cessa pas de circuler dans la région, les soupçons se portant cette fois-ci sur l'UCK et son chef, Hashim Thaci, qui était entre temps devenu « l'homme des Américains » à Pristina, car il s'était opposé à l'infiltration du Kosovo à majorité musulmane par des djihadistes proches d'Al Qaïda. Alors qu'Ibrahim Rugova, figure historique de la résistance non-violente des Albanais du Kosovo occupait le devant de la scène politique locale, les anciens cadres de l'UCK, dont Hashim Thaci, instituaient dans l'ombre une structure de pouvoir de type mafieux fondée sur des trafics de tous ordres : armes, drogue, racket et prostitution. Les responsables de l'ONU et de l'UE envoyés sur place fermaient les yeux, car les mafieux en question tenaient boutique politique d'apparence honorable, et maintenaient dans la province le minimum d'ordre public nécessité par la bonne marche de leurs affaires.

Ces rumeurs de trafic d'organes parvinrent aux oreilles de Carla del Ponte, la procureure suisse du TPIY. Elle lança donc une investigation sur ces allégations, mais son enquête se heurta au fait que le mandat du tribunal s'arrêtait aux frontières des ex-républiques yougoslaves, et ne lui permettait pas d'intervenir en Albanie pour rechercher les preuves de ces crimes. Néanmoins, après avoir quitté ses fonctions, Carla del Ponte publie, en 2008, un livre modestement intitulé *La traque, les criminels de guerre et moi*, publié en français chez Héroïse d'Ormesson. Elle y soutient que l'UCK s'est non seulement livrée à des actes de barbarie sur le territoire kosovar, mais que les accusations de trafic d'organes à son encontre étaient suffisamment fondées, de son point de vue, pour justifier une enquête plus approfondie de la communauté internationale. Le gouvernement fédéral suisse n'apprécia pas du tout le bruit fait autour de cette publication et intima l'ordre à Carla del Ponte, qui était alors ambassadeur de Suisse en Argentine, de mettre immédiatement un terme à la tournée de promotion de son livre et de rejoindre sans délai Buenos-Aires.

Dick Marty connaît bien Carla del Ponte, car, Tessinois comme elle, il fut nommé Procureur général de ce canton helvète italoophone après le départ de Carla del Ponte à La Haye. C'est lui donc, qui, passé à la politique au Parti libéral, prend le relais de cette dernière lorsqu'elle est contrainte au silence. Comme l'homme passe pour sérieux – c'est lui qui avait révélé l'existence des prisons secrètes de la CIA en Europe pour garder et interroger les suspects soupçonnés d'appartenir à Al Qaïda – les accusations contenues dans son rapport ont reçu un écho important.

Faut-il pour autant les prendre pour argent comptant et accuser immédiatement l'ONU, l'UE et l'OTAN d'avoir sciemment couvert des crimes abominables au nom du « réalisme politique » ?

Certes, il faut attendre que soient détaillées les preuves évoquées par Dick Marty dans son rapport, essentiellement des rapports d'agents des services spéciaux anglais, allemands, italiens et américains présents en Albanie au moment des crimes présumés. D'ores et déjà, cependant, on peut s'interroger sur l'intérêt qu'auraient eu Hashim Thaci et d'autres chef de l'UCK comme Ramush Haradinaj² à se livrer à un tel trafic pour remplir leurs caisses, alors que d'autres « commerces » moins compliqués et beaucoup plus rémunérateurs comme celui des armes, des cigarettes et de la drogue assuraient depuis longtemps l'intendance de l'UCK et l'accroissement du patrimoine de ses dirigeants. Dans l'histoire des horreurs de la guerre, l'utilisation du corps de l'ennemi est toujours présentée comme le sommet de l'inhumanité : Mengele dépasse Himmler dans le registre de l'abjection. Les accusations de cannibalisme ont été répandues sur des potentats africains dont la communauté internationale voulait se débarrasser. On a même pu voir une journaliste de renom, Marie-Monique Robin, prix Albert Londres, se faire piéger en présentant aux téléspectateurs horrifiés des enfants d'Amérique Latine prétendument rendus aveugles par des « voleurs d'yeux » au service de trafiquants d'organes. En fait ils souffraient banalement d'un glaucome..

Il y a suffisamment de crimes imputables à Hashim Thaci et sa bande – assassinats d'opposants ou de témoins gênants, trafic d'êtres humains pour la prostitution etc. – pour ne pas lui donner l'occasion d'apparaître, dans ce dossier comme une victime d'accusations sinon calomnieuses, du moins impossibles à prouver. Ce qui n'empêche, mon bon docteur Kouchner, que l'Histoire ne manquera pas de retenir la contribution que vous apportâtes, avec une bonne conscience d'airain à l'émergence d'un Etat mafieux au cœur de l'Europe

1. En visite officielle au Kosovo en mars 2010, Bernard Kouchner surjoue l'indignation en répondant à une question sur les trafics d'organes posées par un journaliste serbe, comme on peut le voir sur cette vidéo <http://assembly.coe.int/ASP/APFeaturesManager/defaultArtSiteVoir.asp?ID=964>

2. Ramush Haradinaj, ancien commandant de l'UCK et premier ministre du Kosovo de 2004 à 2005 avait été arrêté et traduit devant le TPIY en 2007 pour crimes de guerre. A l'issue d'un premier procès, il avait été acquitté pour « manques de preuves », neuf des dix témoins cités par l'accusation ayant péri de mort violente. Il a été réincarcéré en 2010, car de nouveaux témoins, protégés cette fois-ci, ont accepté de parler

« Bases mineures et avant-postes compris, les forces USA/OTAN disposent en Afghanistan d'environ 700 bases, dont 300 mises à disposition des forces gouvernementales afghanes. A Mazar-e-Sharif, au nord du pays, est en

construction (avec un investissement de 100 millions de dollars) le quartier général des forces pour les opérations spéciales» Pas près de partir, ni en 2011, ni en 2014...

Luc Rosenzweig

le 23 décembre 2010

<http://www.causeur.fr/kosovo-pristina-capitale-du-gore,8205>

2-2 Manlio Dinucci : Escalade high-tech en Afghanistan.

A la cérémonie funèbre du soldat italien tué il y a quelques jours en Afghanistan, pendant laquelle l'archevêque militaire a défini la mission en Afghanistan de « *solidarité humaine* », ont participé les plus hauts représentants de la majorité et de l'opposition. Parfaite unanimité de la part de ce monde politique qui, dans une décision bipartisane, a envoyé les soldats italiens tuer et mourir en Afghanistan. Qu'une guerre soit en cours là bas, l'establishment et l'appareil médiatique ne le découvrent que quand des soldats italiens sont tués ou blessés. Le reste n'est que silence.

Il suffit par contre de parcourir les comptes-rendus officiels du Pentagone pour avoir le cadre réel de ce qui se passe en Afghanistan. Depuis que le président Obama a mis aux commandes de l'opération le général David Petraeus, pour remplacer en juin dernier le général Stanley McChrystal qui avait critiqué la Maison Blanche sur la conduite de la guerre, l'offensive des forces des USA/ OTAN s'est intensifiée. L'aviation a effectué en 2010 plus de 30 mille opérations d' « *appui aérien rapproché* » et, au second semestre, le nombre des attaques avec bombes et missiles a doublé à environ 1.000 par mois. On a aussi intensifié l'usage des avions sans équipages, en particulier les MQ-9 Reaper armés de missiles et de bombes à direction laser, contrôlés par un pilote et un technicien de senseurs installés à une console à 12 mille Kms de distance, au Nevada. Le parachutage de matériel de guerre pour les troupes a quasiment doublé, atteignant environ les 250 mille quintaux annuels. Malgré l'annonce par la Maison Blanche de vouloir commencer à retirer ses propres troupes en juillet, on continue à potentialiser la base aérienne de Bagram : avec un personnel de plus de 30 mille militaires (le double d'il y a deux ans), elle fonctionne comme centre de commandement et hub logistique. Il en va de même dans la base aérienne de Kandahar, pour la potentialisation de laquelle l'OTAN a alloué un demi milliard de dollars. Bases mineures et avant-postes compris, les forces USA/OTAN disposent en Afghanistan d'environ 700 bases, dont 300 mises à disposition des forces gouvernementales afghanes.

A Mazar-e-Sharif, au nord du pays, est en construction (avec un investissement de 100 millions de dollars) le quartier général des forces pour les opérations spéciales, dont l'utilisation a fortement augmenté : selon le bilan officiel, dans les trois derniers mois, environ 2.500 « *insurgés* » ont été tués ou capturés. Pour ces opérations secrètes sont employées les technologies les plus avancées : comme des scanners pouvant repérer une personne derrière une paroi ou dans un souterrain.

Le Pentagone est en train de réaliser en même temps un fichage de masse de la population, avec une technique d'identification biométrique. L'appareil le plus utilisé, un scanner qui photographie l'iris de l'œil, avait déjà été employé pour ficher la population de Fallujah en Irak. Avec cette technique, environ 400 mille Afghans ont déjà été fichés, et leur nombre atteindra plus d'un million et demi au mois de mai. Ils vont s'ajouter aux millions de personnes du monde entier (parmi lesquels environ deux millions d'Irakiens) déjà fichés par le Pentagone, dont les bases de données sont séparées de celles du FBI.

Chaque personne est classée comme amie ou ennemie des Etats-Unis, fiable ou suspect. Et ainsi, quand elle est arrêtée et son œil scannerisé, son destin est automatiquement décidé par le fichier du Pentagone.

Manlio Dinucci

Edition de mercredi 5 janvier 2012

il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

3-3 Manlio Dinucci : Le Merry Christmas du Pentagone.

Il y a Noël et Noël. Pendant que dans son message télévisé de la Maison Blanche le président Obama et la First Lady, dans une chaude atmosphère familiale autour de leur cheminée, souhaitent Merry Christmas et « *encouragent chacun à soutenir les troupes et leurs familles* », à New Orleans, huit SDF meurent dans un immeuble abandonné où ils avaient allumé un feu pour se réchauffer. Le problème des SDF, d'après le témoignage d'un militant d'une mission, a empiré depuis que la ville a été ravagée par l'ouragan Katrina en 2005. Et pourtant, dans le budget 2011, les fonds du Département fédéral pour le développement immobilier et urbain sont tombés à 47 milliards de dollars par rapport aux 59 d'il y a deux ans.

C'est par contre un heureux Noël pour le Pentagone, qui a trouvé aux pieds du sapin le budget tout juste approuvé par le Congrès : 725 milliards de dollars pour l'année fiscale 2011. Une augmentation de 37 milliards de dollars, plus que ce qu'il avait demandé. Le budget comprend 159 milliards pour « *poursuivre la nouvelle stratégie du Président en Afghanistan et au Pakistan* » et pour d'autres « *opérations outre-mer* ». Quasiment un demi milliard de dollars par jour, qui certainement ne seront pas suffisants. Au budget de base du Pentagone s'ajoutent d'autres dépenses de caractère militaire : 124 milliards pour les militaires à la retraite ; 12 pour les armes nucléaires, inscrits au Département de l'énergie ; 54 pour le Département de la sécurité de la patrie. Si l'on inclut d'autres programmes à finalités militaires, dont certains de la Nasa, la dépense militaire états-unienne dépasse les 900 milliards de dollars, environ un quart du budget fédéral.

On n'oubliera pas en outre la dépense du Programme national d'intelligence qui, spécifie-t-on dans le budget, est « classée », c'est-à-dire secrète. On annonce cependant qu'elle sera augmentée pour potentialiser les capacités de la CIA et des autres agences et pour soutenir la stratégie du Président en Afghanistan et au Pakistan. Selon une enquête du Washington Post, le monde des services secrets est devenu aux USA tellement vaste et impénétrable que personne ne sait combien il coûte. Il existe « *une géographie alternative des Etats-Unis : une Amérique top secret cachée aux yeux des gens* » : y travaillent dans des programmes secrets environ 1.270 organisation gouvernementales et 1.930 privées, pour un total de 850 mille personnes.

On ne sait pas quels ont spécifiquement leurs tâches. On en voit par contre les résultats : maintenir les gens dans un état de tension constante, en les persuadant qu'ils sont menacés par le terrorisme international, de façon à justifier un état de guerre permanent et une augmentation continue de la dépense militaire. Avec comme conséquence une dette publique états-unienne qui dépassera en 2011 les 10mille milliards de dollars (deux tiers du PIB).

La raison de tout cela, le président Obama l'explique dans la présentation du budget fédéral. Notre avenir, écrit-il, ne dépend pas seulement du maintien de la « *sécurité dans la patrie* ». Il « **dépend du maintien du leadership américain (états-unien, ndt) à l'étranger** ».

Edition de jeudi 30 décembre 2010 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/il-manifesto/in-edicola/numero/20101230/pagina/08/pezzo/294135/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19